

prenions des dispositions en ce sens, nous constaterions peut-être que les localités agricoles sont plus prospères et qu'il est plus agréable d'y vivre. On améliorerait ainsi les conditions de vie. Les jeunes s'intéresseraient peut-être à l'agriculture, ce qu'ils ne font pas actuellement, car ils n'ont pas les moyens de se le permettre. Nous obtiendrions ainsi un effet positif, grâce à une politique agricole énergique adoptée à Ottawa. Si l'industrie agricole était vigoureuse, en général le revenu au Canada serait plus convenable. L'agriculture est encore une de nos industries essentielles. C'est encore l'armature de notre économie. Lorsque l'industrie agricole subit une influence néfaste, les autres industries en souffrent également.

Seules les grandes sociétés souffriraient vraiment de la mise en œuvre de ces mesures. En réalité, elles profitent des efforts des cultivateurs. Elles dépouillent les cultivateurs de l'Ouest du Canada, tout en conservant la haute main. Je veux parler des compagnies de machines agricoles et de leurs amis, le ministre chargé de la Commission du blé et de ses amis. Il est à peu près temps que nous intervertissions les rôles et que nous permettions aux cultivateurs de jouir de la richesse latente de cette industrie. Les décisions devraient être prises par les cultivateurs. Nous ne faisons rien sous ce rapport actuellement et voilà pourquoi l'agriculture de l'Ouest pose tant de difficultés.

● (4.10 p.m.)

Pour résumer, je voudrais proposer à nouveau la subdivision de ce bill en deux parties, ainsi que l'augmentation du paiement transitoire actuel. De 45 ou 50 millions, on pourrait le porter à environ 250 millions comme l'ont recommandé les organisations agricoles. Les chiffres du BFS qui indiquent que le revenu agricole en Saskatchewan est tombé de 56 p. 100 témoignent bien de cette nécessité. Je ne vois pas comment le ministre responsable de la Commission du blé peut siéger ici, le sourire aux lèvres, quand les habitants de sa propre circonscription, qui n'est pas loin de la mienne, ont accusé une diminution de revenu au cours des dernières années, depuis qu'il occupe son poste actuel. Il faut sans doute une arrogance bourgeoise pour siéger ici et défendre ces politiques alors que nous disposons du revenu, des richesses et de la technique nécessaires pour agir positivement.

Je remarque que nous provoquons des remarques de la part des marionnettes de l'arrière-ban. C'est la seule fois que ces gens ouvrent la bouche pour parler. J'aimerais les voir faire ou dire quelque chose de constructif un de ces beaux jours. Ils devraient venir dans ma circonscription ou dans celles de Regina-Lake Centre et de Saskatoon-Biggar et répéter quelques-unes de ces observations à l'intention des gens qui là-bas doivent subir le contre-coup des politiques agricoles. C'est très bien de plaisanter ici à la Chambre des communes; nous y sommes tellement en sécurité. C'est la population aujourd'hui qui subit les effets désastreux de ces politiques stupides, inhumaines et immorales. Voilà ce qu'il nous faut combattre et changer. Arrêtons d'ergoter sur les détails insignifiants, prenons le taureau par les cornes et donnons aux cultivateurs de meilleures conditions de vie; donnons-leur la chance de participer à la prise des déci-

sions au lieu de laisser seuls les bureaucrates ou les grandes sociétés s'en occuper. Voilà les vraies questions et c'est le temps d'agir.

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, au sujet du bill C-244, je voudrais examiner de près les propos qu'a tenus le ministre, comme en fait foi le *hansard* à la page 5603, pour inciter les députés de la Chambre des communes à adopter cette mesure le plus vite possible et à éviter de faire croire que le gouvernement essaie d'éliminer les petites fermes. A la page en question, dans la colonne de droite, un paragraphe entier est consacré à cette exhortation. Il a dit que les députés de l'opposition rendent un mauvais service à l'industrie agricole en essayant de deviner les arrières-pensées du gouvernement. Cependant, il semble bien que le gouvernement ait l'intention de faire quitter la terre au petit cultivateur. Le ministre dit que rien n'est plus éloigné de sa pensée. En fait, cette mesure, ainsi que d'autres, a été exposée très clairement par le premier ministre (M. Trudeau) le 2 juin 1968.

Bien que je ne dispose pas d'une transcription directe des propos tenus à l'époque par le premier ministre, j'ai sous les yeux un éditorial de la *Free Press* de Winnipeg du 4 juin 1968 qui a trait à la politique agricole des libéraux. Pour l'essentiel, cet article paraphrase les propos tenus le 2 juin par le premier ministre lorsqu'il a défini sa politique agricole. Voici ce que dit cet article:

L'un des problèmes les plus urgents pour les cultivateurs de l'Ouest est la nécessité de disposer d'un revenu annuel suffisant qui leur permette d'échapper à ce cycle, familier aux fermiers de l'Ouest, où les périodes de prospérité alternent avec des époques de crise. A cette fin, les libéraux proposent un programme qui ressemble en fait à une assurance-chômage agricole. Dans les années de prospérité les cultivateurs verseraient des contributions à un fonds; dans les années de crise, ils retireraient de l'argent de ce fonds, ce qui leur permettrait de stabiliser ainsi leurs revenus.

Je lis cela simplement pour signaler que ce plan était déjà inscrit noir sur blanc avant que le ministre actuellement chargé de la Commission du blé n'ait été élu et nommé ministre avec ces fonctions. Si l'on analyse et approfondit cet article, on peut se demander d'où il a été tiré. Eh bien, il semble que ce soit d'anciens congrès du parti libéral et de réunions des grands chefs de ce parti. A mon avis, on le doit à de hauts fonctionnaires dont certains se trouvent aujourd'hui au bureau du premier ministre. Ce sont des gens qui ne connaissent rien à l'agriculture et dont le souci principal est de faire quitter la terre aux petits cultivateurs dans l'espoir que ceux qui y resteront pourront se maintenir par leurs propres moyens dans une économie dont l'inflation croît tellement chaque année. On dira peut-être que je critique indûment le premier ministre et la conception qu'il a de l'agriculture, mais je ne crois pas que c'est ce qu'on puisse penser après avoir lu le discours où il a parlé du programme des petites exploitations agricoles ainsi que la déclaration de politique agricole faite au congrès du parti libéral.

J'ai ici de la correspondance sur une réunion des chefs libéraux les 3 et 4 avril où il est question de rédiger à nouveau la déclaration de politique du parti. Au sujet de la Commission du blé on lit ceci:

Le classement selon la teneur en protéine s'impose pour le blé.